



Covid-19 : le gouvernement va devoir trancher sur un troisième confinement

Paris, 25 janv. 2021 (AFP) -

Un troisième confinement inévitable ? Face à une épidémie de Covid-19 toujours active et confronté à la nouvelle donne des variants, le gouvernement doit décider cette semaine s'il serre encore la vis pour lutter contre le coronavirus.

C'est au cours du conseil de défense sanitaire, prévu mercredi autour du chef de l'Etat, que la décision devrait être prise, dix jours après l'instauration d'un couvre-feu généralisé à 18H00, dont les effets sont encore difficiles à évaluer.

"Des décisions seront prises cette semaine (...), il ne s'agit pas de baisser la garde", a confirmé lundi le Premier ministre Jean Castex.

Dans l'entourage d'Emmanuel Macron on insiste que "rien n'est encore acté" et qu'il s'agit de "trouver le juste équilibre".

"Nous voulons aussi être cohérents vis-à-vis des Français qui font des efforts depuis des mois", ajoute la même source à l'AFP, alors que les bars, restaurants, lieux culturels, salles de sport privées et les universités sont fermés depuis la fin octobre, que le télétravail s'est généralisé dans le pays et que le couvre-feu a en partie gâché les fêtes de fin d'année.

Aucune prise de parole du président cette semaine n'a été confirmée, mais selon une source proche de l'exécutif le chef de l'Etat réfléchit à un dispositif encore différent des deux premiers confinements, plus souple surtout pour la jeunesse.

A l'arrêt depuis le 13 mars 2020, les 1.600 discothèques du pays ont proposé, via leur syndicat, de mettre à disposition leurs établissements pour les transformer en centres de vaccination. Une offre de services qui cache une réalité sombre: selon le syndicat (SNDLL), "413 discothèques sont en train de disparaître selon toute vraisemblance, soit une discothèque sur quatre".

- Retour à l'essentiel ? -

Malgré les conséquences économiques des restrictions sanitaires, le président du conseil scientifique qui guide les choix du gouvernement, Jean-François Delfraissy, appelle à ne pas tergiverser face à la menace des variants du virus, qui "changent complètement la donne", et alors que la vaccination est encore limitée, en dépit du cap d'un million d'injections atteint ce week-end.

Sur ce front, l'Institut Pasteur a annoncé lundi qu'il abandonnait le développement de son principal projet de vaccin contre le Covid-19, ce qui ne change pas les plans de la France pour le premier semestre, car le pays compte sur cinq autres groupes pharmaceutiques pour la livraison de 77 millions de doses à l'horizon du mois de juin.

Reste à savoir en revanche quelles conséquences auront les baisses de volumes du vaccin AstraZeneca/Oxford, annoncées vendredi par le groupe britannique avant même le feu vert de l'Agence européenne des médicaments (EMA), prévu fin janvier. La France attend cinq millions de doses de ce vaccin en février.

"Il faudra probablement aller vers un confinement", a prévenu dimanche Jean-François Delfraissy sur BFMTV, qualifiant lui-même cette mesure d'"outil très barbare" mais efficace pour freiner l'épidémie.

Dans une telle hypothèse, l'exécutif aurait à choisir entre un confinement strict, comme au printemps, ou plus souple comme à l'automne, avec un maintien des écoles ouvertes, comme le souhaite le ministre de l'Education.

"On demande de trouver le bon équilibre, qu'on laisse tous les commerces ouverts, qu'on ne retombe pas dans ce débat un peu absurde sur essentiel, pas essentiel, qu'on a eu en novembre", a déclaré de son côté sur RMC le président du Medef Geoffroy Roux de Bézieux.

"On est dans une situation apparemment relativement stable", mais "si nous continuons sans rien faire de plus, nous allons nous retrouver dans une situation extrêmement difficile, comme les autres pays (européens), dès la mi-mars", a averti Jean-François Delfraissy.



Sur un ton alarmé, il a prévenu que le variant VOC 202012/01, qui a provoqué une flambée épidémique au Royaume-Uni, où plus de 1.000 malades du Covid-19 sont morts chaque jour la semaine dernière, était présent "plutôt à des niveaux de 7, 8 ou 9% dans certaines régions françaises", alors qu'une première enquête l'a mesuré à 1,4% au niveau national les 7 et 8 janvier.

Santé publique France doit lancer une nouvelle étude cette semaine, pour évaluer la circulation des variants anglais et sud-africain, plus contagieux.

- Près de 3.000 malades en réa -

L'agence sanitaire a noté une relative stabilité de la circulation du virus avec 128.551 cas positifs la semaine du 11 janvier, mais la tendance semble être repartie à la hausse, avec 30.576 personnes testées positives le 18 janvier (27.638 le lundi précédent).

Alors qu'il se situait à 8-9.000 en décembre, le nombre de nouvelles hospitalisations sur sept jours a franchi le cap des 11.000 dimanche (à 11.155). Au total, 26.357 malades du Covid-19 sont hospitalisés dans le pays (2.000 de plus qu'au début du mois), dont 2.955 en réanimation, un chiffre en constante augmentation. La semaine dernière, plus de 2.766 personnes touchées par le Covid-19 sont décédées, soit un total de 73.049 morts à l'hôpital ou en Ehpad depuis le début de l'épidémie.

Malgré ces chiffres, le président du Sénat, Gérard Larcher, estime dans le Figaro que "tout doit être tenté avec des mesures intermédiaires" pour éviter "un reconfinement total (qui) aurait des conséquences humaines très fortes, notamment chez les jeunes".

Privés d'amphithéâtres depuis plus de deux mois, les étudiants de première année sont théoriquement autorisés à reprendre les cours à l'université lundi, mais seulement les travaux dirigés par demi-groupes. Et les facultés préparent le retour de tous les niveaux, un jour par semaine.

"En cas de reconfinement, cette reprise promise n'aura de toute façon pas lieu", soupire Quentin, en première année à Sciences Po Lyon.

bur-arb/so/dch

ASTRAZENECA

Afp le 25 janv. 21 à 19 25.